

" Avec les élus de notre territoire, je me mobilise pour que les collectivités locales obtiennent des moyens pour faire face aux besoins de nos habitants de plus en plus confrontés à la crise...Avec la déclaration commune que voilà, nous voulons faire entendre nos revendications, dans un contexte où l'Etat se désengage des finances des collectivités et ne nous donne pas les moyens de mener nos missions à bien."

Déclaration de

Gabriel AMARD, président de la communauté d'agglomération les Lacs de l'Essonne

Simone MATHIEU, maire de Viry-Chatillon

Paul da SILVA, conseiller général de l'Essonne

Claude VAZQUEZ, Maire de Grigny, conseiller général de l'Essonne

« Donnons à nos collectivités les moyens de répondre aux besoins des populations »

La crise avance. De crise financière, en crise économique...elle se transforme maintenant en crise sociale profonde. C'est la crise du système capitaliste.

Les plans sociaux se multiplient, la précarité s'accroît, le mal-logement s'approfondit...

Les collectivités territoriales, et particulièrement les nôtres sont les premières à faire face à la demande sociale croissante.

Nous devons parer à l'urgence et répondre à l'explosion de la détresse de milliers de familles et de jeunes confrontés à la dégradation de leurs conditions de vie.

Pourtant les conditions dans lesquelles nos collectivités sont amenées à élaborer leurs budgets 2009 sont contraintes une fois de plus : trop faible augmentation des dotations de l'Etat face à la hausse des prix, transferts de compétences sans contrepartie financière, baisse des droits de mutation due à la crise immobilière, taux d'intérêts bancaires trop élevés ...

Cela réduit fortement nos moyens pour répondre aux besoins des populations.

Face à ces réalités, le plan de relance présenté par le Président de la République n'est pas à la hauteur. Pire, il a annoncé qu'il ne changerait rien à ses politiques de désengagement qui réduisent les dépenses publiques c'est-à-dire les dépenses utiles.

En annonçant la suppression de la taxe professionnelle, un nouveau cadeau de plusieurs milliards d'euros aux entreprises, il accélère l'étranglement des collectivités locales et le transfert de l'effort fiscal des entreprises aux ménages, pourtant rudement confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat.

La remise en cause de la taxe professionnelle est un nouveau coup dur qui prive les représentants locaux du peuple des moyens d'exercer leurs compétences, et ce, alors même que l'investissement de nos collectivités représentent plus de 73 % de l'investissement public. Plutôt que de supprimer cette recette, il faut au contraire la moderniser, dans le cadre d'une profonde réforme de la fiscalité locale, réclamée par l'ensemble des associations d'élus.

Le gouvernement a su trouver tous les milliards d'euros nécessaires pour sauver les banques. Nous revendiquons la possibilité d'y prétendre également sous la forme de prêts à taux réduits, voire à taux zéro.

Il est plus que nécessaire que nos collectivités aient accès à cet argent mis à disposition des banques, pour que nous continuions d'honorer nos responsabilités dans des domaines aussi essentiels que la solidarité, le logement, l'emploi et le développement économique, le déploiement des services publics au plus près des habitants.